

# AVANCÉES ET PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE LOCALE À MADAGASCAR

Mireille Ramilisoa Ratoaveloson  
Tolojanahary Andrianalizah

**ALLIANCE**  
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE



**FRIEDRICH  
EBERT**  
STIFTUNG

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce volume ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES).

La FES ne se porte pas responsable de l'exactitude des données présentées dans ce document.

Toute vente ou utilisation à des fins commerciales des médias publiés par la FES est interdite sauf autorisation écrite.

# Table des matières

---

<b>ABREVIATIONS</b> .....	4
<b>INTRODUCTION</b> .....	5
<b>I - CONTEXTE</b> .....	7
I- 1- CONTEXTE INTERNATIONAL .....	7
I- 2- CONTEXTE NATIONAL .....	9
<b>II - DEFIS DE L'INDUSTRIALISATION</b> .....	16
II-1- INFRASTRUCTURES DÉFAILLANTES .....	16
II-2- FAIBLESSE DU CAPITAL HUMAIN .....	17
II-3- PRODUCTION AGRICOLE NON-TOURNÉE VERS L'INDUSTRIE .....	17
II-4- UNE INTÉGRATION RÉGIONALE SUBIE .....	17
II-5- FAIBLE COMPÉTITIVITÉ ET CONCURRENCE DÉLOYALE .....	17
II-6- DIFFICILE ACCÈS AU FINANCEMENT .....	18
II-7- AUTRES DÉFIS .....	18
<b>III - POLITIQUES ET STRATEGIES POUR L'INDUSTRIALISATION</b> .....	18
III-1- STRATÉGIES, PROGRAMMES ET PLANS D'ACTION RÉGIONAUX .....	18
III-2- POLITIQUE, STRATÉGIES, PROGRAMMES ET PLANS D'ACTION NATIONAUX .....	19
<b>IV - ACTIONS REALISEES PAR LE SECTEUR PRIVE POUR LA PROMOTION DE L'INDUSTRIALISATION</b> .....	23
IV- 1- SENSIBILISATION ET VULGARISATION DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE .....	23
IV- 2- CRÉATION DE L'ALLIANCE POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE DE MADAGASCAR .....	23
IV- 3- INITIATIVES PRISES PAR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES MEMBRES DU SIM DANS LA LUTTE CONTRE LES EFFETS DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE .....	25
IV- 4 - DIALOGUE PUBLIC PRIVÉ .....	25
<b>V - PERSPECTIVES</b> .....	25
<b>CONCLUSION</b> .....	26



# Liste des tableaux et figures :

---

FIGURE 1 : STRUCTURE PIB COURANT EN POURCENTAGE.....	11
FIGURE 2 : TAUX DE CROISSANCE EN POURCENTAGE.....	11
FIGURE 3 : INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DE MADAGASCAR.....	12
FIGURE 4 : ÉVOLUTION DU NOMBRE TOTAL DE TRAVAILLEURS NOUVELLEMENT AFFILIÉS À LA CNAPS.....	14
FIGURE 5 : ÉVOLUTION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE NOUVELLEMENT AFFILIÉS À LA CNAPS.....	14
FIGURE 6 : CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET INVESTISSEMENT.....	27
TABLEAU 1: EFFECTIF EMPLOIS FORMELS EN 2018 ET 2019.....	13
TABLEAU 2: COMMERCE MONDIAL DE MADAGASCAR.....	15
TABLEAU 3: COMMERCE DE MADAGASCAR AVEC LA SADC.....	16
TABLEAU 4: COMMERCE DE MADAGASCAR AVEC LE COMESA.....	16



# Abréviations



ALLIANCE	Alliance pour l'Industrialisation Durable de Madagascar
ANDI	Agence Nationale pour le Développement Industriel
ANMCC	Autorité Nationale des Mesures Commerciales Correctives
APE	Accord de Partenariat Economique
BM	Banque Mondiale
CNaPS	Centre National de Prévoyance Sociale
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CREM	Cercle de Réflexion des Économistes de Madagascar
CTM	Confédération des Travailleurs de Madagascar
DGEP	Direction Générale de l'Économie et du Plan
DPP	Dialogue Public Privé
EDBM	Economic Development Board of Madagascar
ENEMPSI	Enquêtes Nationales sur l'EMPloi et le Secteur Informel
FERDI	Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International
FES	Fondation Friedrich Ebert
FIVMPAMA	Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy
FNDI	Fonds National pour le Développement Industriel
GII	Global Innovation Index
IDDA	Décennie du Développement Industriel de l'Afrique
IDE	Investissements Directs Etrangers
IDG	Indice de Développement de Genre
IDH	Indice de Développement Humain
IEM	Initiative pour l'Émergence de Madagascar
INSTAT	Institut National de la STATistique
ISID	Développement Industriel Inclusif et Durable
IUMP	Industrial Update and Modernisation Program
LDIM	Loi sur le Développement Industriel de Madagascar
LFI	Loi des Finances Initiale
LFR	Loi des Finances Rectificative
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MICA	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
ODD	Objectifs de Développement Durable
ODOF	Projet One District One Factory
ONU	Organisation des Nations-Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PGE	Politique Générale de l'État
PI	Politique Industrielle
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays les Moins Avancés
PMAN	Programme de Mise à Niveau Industrielle
PME/ PMI	Petite et Moyenne Entreprise/ Petite et Moyenne Industrie
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PTFs	Partenaires Techniques et Financiers
RNB	Revenu National Brut
RSE	Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SIM	Syndicat des Industries de Madagascar
SREE	Salon de la Recherche au service de l'Économie et de l'Emploi
SSM	Solidarité Syndicale de Madagascar
TBE	Tableau de Bord Economique
TIC	Technologie de l'Informatique et de la Communication
US	United States
USA	United States of America
WIPO	World Intellectual Property Organization
ZEF	Zones et Entreprises Franches
ZEI	Zone d'Émergence Industrielle
ZFI	Zone Franche Industrielle
ZII	Zone d'Investissement Industriel
ZLECAF	Zone de Libre-Echange Continentale Africaine

# INTRODUCTION

S'il fallait attribuer un mérite à la crise sanitaire que Madagascar a traversée en 2020, c'est qu'elle a permis de confirmer la nécessité du pays de s'engager sur la voie de l'industrialisation, entre la fermeture des frontières et la perturbation des chaînes d'approvisionnement à l'international. **Produire local et consommer local est un impératif.** Cette prise de conscience a émané de nombreux débats et réunions entre le secteur privé et le gouvernement.<sup>1</sup> Mais encore faut-il joindre les actions aux mots. Et aux maux. Faut-il rappeler que Madagascar s'engluait plus que jamais dans la liste des Pays les moins avancés (PMA) ? Le fait que son industrie soit chétive n'est pas étranger à cette situation, le secteur secondaire ne parvenant pas à dépasser 18% du Produit intérieur brut (PIB)<sup>2</sup>, et le pays étant dépendant des importations. Un pays qui ne produit pas de manière conséquente est voué à rester pauvre, peut-on comprendre de l'approche de l'économiste Dani Rodrick qui parle de l'impératif de l'industrie manufacturière. L'industrie malgache est pourtant « en voie de disparition », selon les mots du président du Syndicat des Industries de Madagascar, Hassim Amiryaly<sup>3</sup>.

Ce ne sont pourtant pas les politiques et les stratégies qui manquent. Depuis quelques années, le discours se veut résolument tourner vers l'industrialisation à travers entre autres la Politique industrielle de Madagascar en 2014, traduite en la fameuse Loi sur le développement industriel de Madagascar (LDIM) en 2018. L'initiative pour l'émergence de Madagascar (IEM) n'est pas en reste avec les Velirano 6, 7, 8 et 10 en 2018, reprise dans la Politique Générale de l'Etat (PGE) en 2019. Plus récemment le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat a élaboré une Stratégie d'industrialisation des régions de Madagascar.

Personne n'est sans savoir que la production locale de biens manufacturés offre plusieurs avantages à l'économie. L'industrie a cette vertu d'être un pourvoyeur d'emplois formels par excellence, une bonne chose pour un pays où l'informel est roi. Le salaire versé sera injecté dans l'économie sous forme de pouvoir d'achat supplémentaire. Par ailleurs, une amélioration de la production industrielle signifie plus de taxes, augmentant la capacité de l'Etat à investir dans les secteurs sociaux. A terme, cela peut se traduire par un gain en pouvoir d'achat permettant aux consommateurs de consommer plus. Un cercle vertueux se mettrait alors en place.

La problématique du secteur industriel malgache est que malgré la connaissance avérée de la situation et des défis à relever, malgré l'existence d'une multitude de documents politiques et stratégiques pour l'industrialisation durable et inclusive dans le pays, il y a eu très peu d'évolution dans ledit secteur et par extension, dans l'économie en général.

<sup>1</sup> Le gouvernement et le secteur privé se sont réunis à plusieurs reprises au plus fort du confinement pour discuter des mesures à prendre pour atténuer les effets des restrictions liées à la pandémie. La nécessité de produire localement a été soulevée.

<sup>2</sup> <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200324-madagascar-cons%C3%A9quences-%C3%A9conomiques-covid-19>

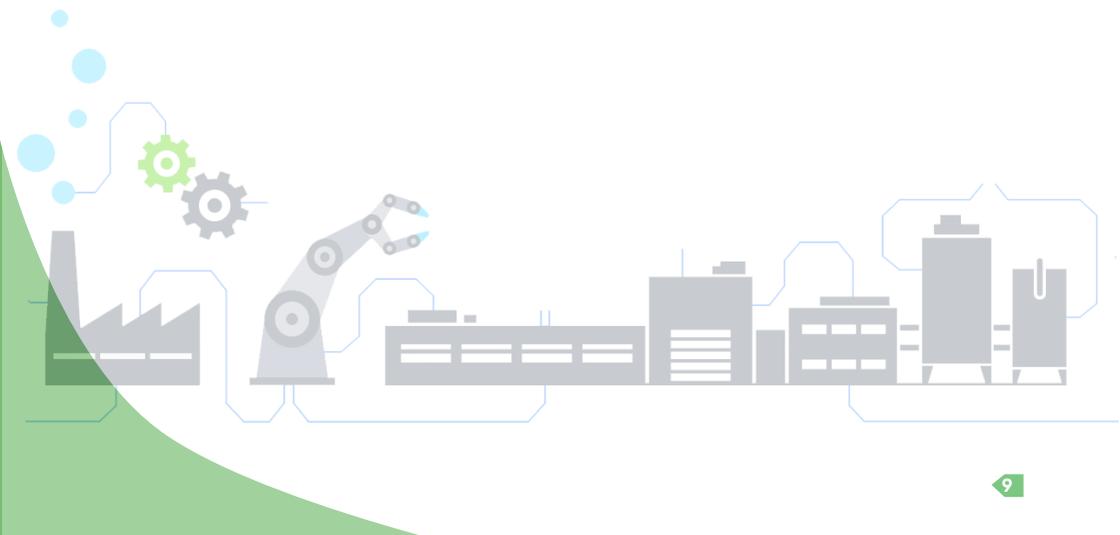
<sup>3</sup> <http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/04/08/etat-secteur-prive-un-plan-de-mitigation-du-covid-19-a-elaborer/>

<sup>2</sup> Rapports Economiques et Financiers de 2008 à 2018 – MEF/ DGEP

<sup>3</sup> Lors du Jeudi de l'Entrepreneuriat du 28 octobre 2021 à l'Institut français de Madagascar

Le fait est qu'après plus de soixante ans d'indépendance, le pays n'arrive pas toujours à décoller.

La présente brochure essaie d'apporter des éclaircissements sur la situation de l'industrialisation du pays, particulièrement sur les politiques et stratégies des 5 dernières années ainsi que les perspectives de celle-ci. Le document sera divisé en cinq parties traitant respectivement (i) du contexte ; (ii) des défis de l'industrialisation ; (iii) des politiques et stratégies de l'industrialisation ; (iv) des actions réalisées par le secteur privé ; et (v) des perspectives pour l'industrialisation de Madagascar.



# I - CONTEXTE

## I 1 - Contexte International

### L'Afrique, continent sans espoir ?

L'industrialisation et le développement vont de pair car un pays ne peut se développer sans une solide base manufacturière. Mais pour l'Afrique, l'industrialisation n'est pas encore pour demain. En effet, dans un contexte politique et social dominé par les conflits armés, les maladies, les famines et la mauvaise gouvernance, le continent africain a cessé de progresser et même s'est appauvri depuis les années 1980. La plupart de ces problèmes ont persisté dans les années 1990, et à l'aube du nouveau millénaire le magazine *The Economist* qualifiait l'Afrique de «continent sans espoir».<sup>4</sup>

### Trois Décennies du Développement Industriel de l'Afrique (IDDA)

La première Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA), lancée en 1980 avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et dont l'objectif était d'industrialiser l'Afrique en dix ans, s'était soldée par un échec, faute d'appropriation au niveau national et de financement. La deuxième Décennie (IDDA II) avait été marquée par une plus forte participation du secteur privé et de la société civile, mais les progrès avaient été négligeables à cause de la baisse des prix des produits de base. L'industrialisation était alors passée au second plan et il a fallu attendre 2016 pour le lancement d'une autre action concertée, la troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA III) de 2016 à 2025.

L'IDDA III vise à transformer les pays africains en des lieux de production industrielle compétitifs pour un développement industriel inclusif et durable. Cette transformation industrielle nécessite le renforcement des éléments clés de la capacité de production industrielle, tels que les infrastructures, l'innovation et le transfert de technologie, le financement industriel, les connaissances et compétences industrielles, et le soutien des institutions des secteurs public et privé qui réglementent et défendent développement industriel

Depuis 1980, le contexte national et international a complètement changé. Les objectifs de l'IDDA III sont aujourd'hui soutenus non seulement par l'ONUDI et l'Union africaine, mais aussi par d'autres organismes des Nations Unies, des gouvernements africains au plus haut niveau, le secteur privé, des partenaires de développement et des institutions financières. Ces objectifs sont liés à l'Agenda 2063 de l'Union africaine pour le développement de l'Afrique, et ancrés dans les Objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 9 «Industrie, innovation et infrastructure». Par ailleurs, la tendance actuelle reconnaît désormais que les politiques de développement industriel jouent un rôle clé pour le développement économique et pour les enjeux sociaux (santé, éducation, bien-être).

<sup>4</sup> [www.unido.org](http://www.unido.org)

Cet engagement international à grande échelle s'est traduit par un élan et de nombreuses possibilités de financement d'assistance technique. Malgré des difficultés persistantes et un essoufflement de la croissance du PIB depuis 2017, beaucoup de pays (Ghana, Ethiopie) ont obtenu des avancées importantes en matière d'industries manufacturières et agro-industrielles.

### Promotion des start-ups et de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)

Dans beaucoup de pays, on remarque aussi un secteur entrepreneurial florissant, notamment dans l'économie informelle. Au cours des cinq dernières années, l'investissement dans les jeunes entreprises africaines, y compris des start-ups numériques a fortement augmenté ; l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigéria et l'Égypte ont été les principaux bénéficiaires des IDE dans la région en 2019.<sup>5</sup>

Par ailleurs, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) entre en vigueur cette année 2021. La part du commerce régional intra-africain (17% des exportations) est nettement inférieure comparée avec celle de l'Europe (67%) ou de l'Asie (60%), mais presque la moitié de ces échanges concernent des produits manufacturés. La ZLECAF va favoriser les économies d'échelle grâce à un accès continental de 54 pays. Ainsi, elle devrait améliorer la répartition des ressources, augmenter la concurrence, stimuler la compétitivité, et contribuer à long terme à une croissance plus durable, offrir un environnement propice à l'essor de l'industrie locale notamment face à la pandémie. Si la situation est beaucoup plus encourageante qu'elle ne l'était il y a 20 ans, certains obstacles perdurent.

### Défis de l'Afrique

Avec une contribution à la valeur ajoutée manufacturière de 1,8%, l'Afrique est restée la région la moins industrialisée du monde. La part de cette valeur ajoutée dans le PIB a stagné depuis 10 ans. En 2018, cette part était de 10,5%, contre plus de 16% au début des années 1980 et contre plus de 25% dans les pays en développement d'Asie au cours des dernières années.

L'arrivée de la pandémie de COVID-19 a des répercussions considérables en Afrique avec une menace de la première grande récession depuis 25 ans. Les perturbations des échanges commerciaux et des chaînes d'approvisionnement, ainsi que la baisse de la demande (de la Chine notamment) ont affecté la croissance. La Banque mondiale estime que l'économie mondiale s'est contractée de plus de 4,3 % en 2020. En particulier au cours du premier semestre de 2020, la production manufacturière a considérablement chuté et les investissements étrangers directs (IDE) dans le monde ont diminué d'environ 50 %. Si les échanges mondiaux se sont effondrés en raison de la fermeture des entreprises, des usines et des frontières, ainsi que des perturbations de l'approvisionnement, ils sont repartis à la hausse plus tard dans l'année<sup>6</sup>

Il est ainsi impératif d'améliorer la résilience des pays à travers la promotion de l'industrialisation et d'utiliser la pandémie comme une occasion d'impulser le changement, d'investir, de soutenir l'innovation, de diversifier sa production et de promouvoir la digitalisation du secteur.

<sup>5</sup> [www.unido.org](http://www.unido.org)

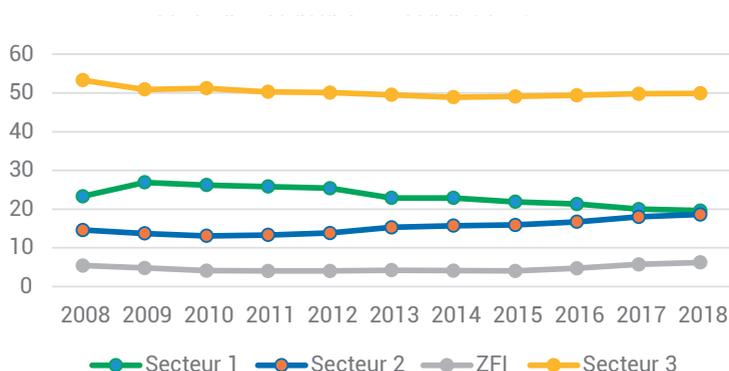
<sup>6</sup> ONUDI – Rapport Annuel 2020

## I 2 - Contexte National

### Peu d'évolution dans le secteur secondaire

Depuis l'indépendance, la structure de l'économie à Madagascar est figée. Bloquée au stade d'économie agraire, cette économie se caractérise par un secteur secondaire peu développé qui n'a jamais dépassé les 18% de son PIB. Elle est caractérisée par sa faible diversification. 90% de la structure de son tissu industriel a toujours été composé des branches Boissons et produits alimentaires, Produits à base de tabac, Textiles, Articles d'habillements, Produits minéraux non métalliques.<sup>7</sup> La contribution des entreprises de la Zone franche industrielle (ZFI), spécialisées dans les produits textiles et les huiles essentielles, est importante et tourne autour de 4% du PIB.<sup>8</sup> La domination du secteur de service est très marquée avec plus de 50% du PIB, ce qui est montré par le Schéma 1 ci-après.

Figure 1 : Structure PIB courant en pourcentage



Source : Rapports Economiques et Financiers de 2008 à 2018 – MEF/ DGEP

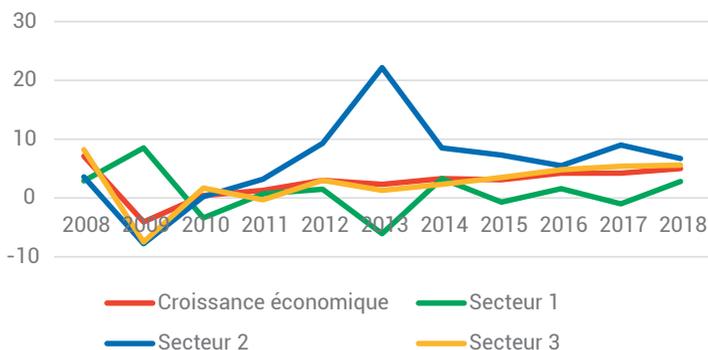
Si on prend la période de 2010 à 2019, la contribution du secteur secondaire dans le PIB est passée de 10,72% à 15,70%, soit un taux de croissance d'environ 5% en dix (10) ans. Dans les mêmes conditions d'environnement du secteur industriel, particulièrement dans la configuration actuelle, on estime favorablement que **ce n'est qu'en 2039, que le secteur secondaire pourrait atteindre le seuil des 25% de valeur ajoutée dans le PIB.**<sup>9</sup> Il faudrait alors une très forte volonté de changement de l'Etat pour réussir l'industrialisation du pays. Sinon, le Schéma 2 montre une importante volatilité de la croissance du secteur secondaire.

<sup>7</sup> INSTAT – TBE n° 43 – Avril 2021

<sup>8</sup> Source : Rapport économique et financier 2017-2018 du Ministère de l'Economie et du Plan.

<sup>9</sup> PwC /FES/SIM - Etude sur le poids du secteur secondaire et des entreprises industrielles membres du SIM dans l'économie et état des lieux post-COVID19 en vue d'une relance et consolidation du secteur industriel et d'une réindustrialisation inclusive et durable - 18 Mars 2021+

**Figure 2 : Taux de croissance en pourcentage**

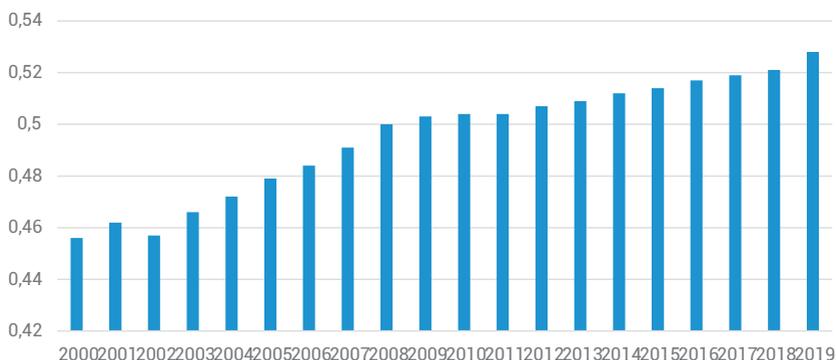


Source : Rapports Economiques et Financiers de 2008 à 2018 – MEF/ DGEF

### Développement humain faible

Cette situation n'est pas étrangère à la pauvreté qui caractérise Madagascar actuellement. Le pays est l'un des plus pauvres du continent africain, plus de 60 ans après son indépendance. L'incidence de sa pauvreté est très élevée. Environ 93% de la population vivent avec moins de 2 dollars US par jour. Sur le front de l'Indice de développement humain (IDH), Madagascar figure dans la catégorie des pays au « développement humain faible » avec une valeur de l'IDH de 0.528, le plaçant au 164e rang parmi 189 pays et territoires. La valeur est supérieure à la moyenne des pays du groupe à développement humain faible, établie à 0.513, mais inférieure à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, établie à 0.547.<sup>10</sup>

**Figure 3 : Indice de Développement Humain de Madagascar**



Sources données : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays> et <http://hdr.undp.org/en/data>

Si l'IDH de Madagascar a progressé entre 2000 et 2019, passant de 0,462 à 0,528, soit une hausse de 14,3 %, son Revenu national brut (RNB) par habitant a diminué de près de

<sup>10</sup> PNUD - Rapport sur le développement humain 2020 Madagascar

10,4% entre 1990 et 2019.

En matière de genre, l'IDH de Madagascar est de 0.513 pour les femmes, contre 0.539 pour les hommes en 2019, ce qui donne un Indice de développement genre de 0.952 et place le pays dans le groupe 2 correspondant aux pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH va de moyen à élevé (écart absolu compris entre 2,5 et 5 %).

L'**Indice de Développement Humain** (IDH) correspond à un indice composé calculé chaque année par le PNUD afin d'évaluer le niveau de développement des pays en se fondant non pas sur des données strictement économiques, mais aussi sur la qualité de vie de leurs ressortissants. Il permet de mesurer les progrès réalisés à long terme dans trois dimensions fondamentales du développement humain : une vie longue et en bonne santé, l'accès aux connaissances et un niveau de vie décent. Plus l'IDH se rapproche de 1, plus le niveau de développement du pays est élevé.

Introduit en 2014, l'**Indice de développement de genre** (IDG) mesure les inégalités de genre dans trois dimensions fondamentales du développement humain : la santé (mesurée par l'espérance de vie des femmes et des hommes à la naissance), l'éducation (mesurée par la durée attendue de scolarisation des garçons et des filles et le nombre moyen d'années d'études pour les adultes âgés de 25 ans et plus) et le contrôle des ressources économiques (mesuré par le RNB estimé des hommes et des femmes, par habitant).

### Opportunités d'emploi pour les femmes

La création d'emplois, notamment d'emplois décents, a été toujours le leitmotiv pour défendre la promotion de l'industrialisation à Madagascar. Cela a été avancé lors de la mise en place des zones et entreprises franches. En 2012, les activités de fabrication représentaient 5,25% de l'emploi total et 21,2% de l'emploi non agricole. Les femmes comptaient pour 63,65% de l'emploi dans le secteur manufacturier, ce qui peut s'expliquer en partie par l'emploi des femmes dans les entreprises franches de confection.<sup>11</sup>

Pour les années 2018 et 2019, le tableau 1 suivant met en avant l'évolution de l'effectif mobilisé au travail dans l'économie formelle et dans le secteur secondaire.<sup>12</sup>

**Tableau 1 : Effectif Emplois formels en 2018 et 2019**

Emplois Formels	2018	2019	Différence
<b>Economie Malgache</b>			
Emplois homme	387 637	405 061	17 424
Emplois Femme	248 341	260 861	12 520
Différence	139 286	144 200	4 904
<b>Secteur secondaire</b>			
Emplois homme	116 356	119 343	2 987
Emplois Femme	100 685	103 274	2 589
Différence	15 671	16 069	398

Source : RGPB-3

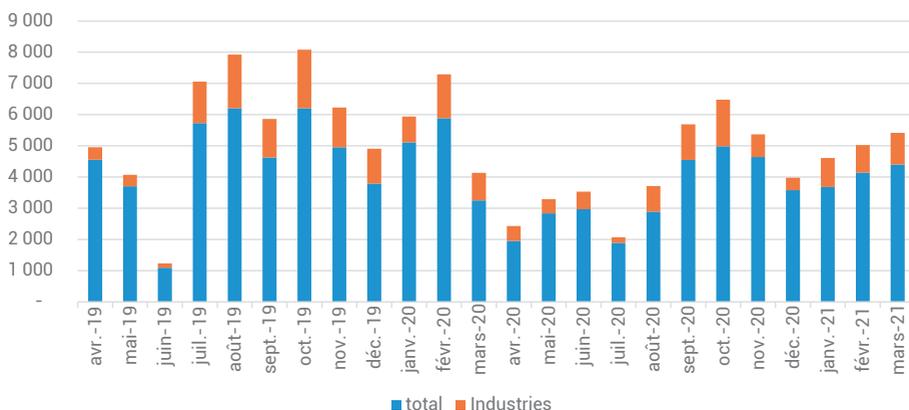
<sup>11</sup> INSTAT/DSM-ENEMPSI 2012

<sup>12</sup> PwC /FES/SIM - Etude sur le poids du secteur secondaire et des entreprises industrielles membres du SIM dans l'économie et état des lieux post-COVID19 en vue d'une relance et consolidation du secteur industriel et d'une réindustrialisation inclusive et durable - 18 Mars 2021

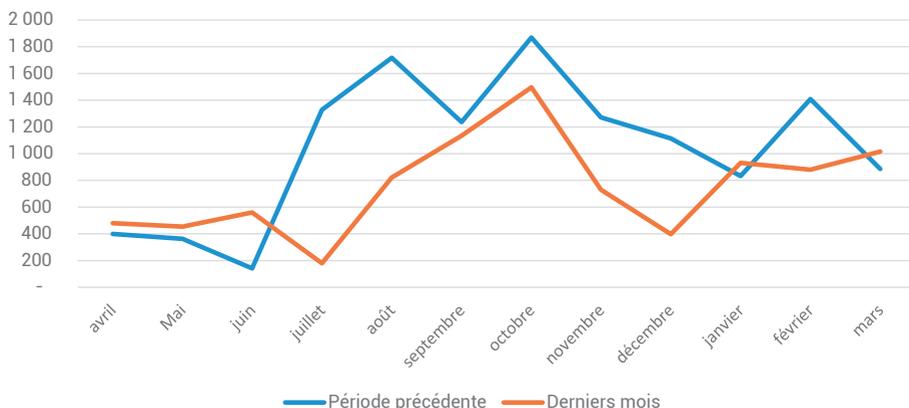
De 2018 à 2019, il y a eu 4 094 emplois créés de plus pour les hommes que pour les femmes dans l'économie formelle et 398 emplois créés de plus pour les hommes que pour les femmes dans le secteur secondaire. Les femmes représentent pourtant 50,12% de la population totale en 2019. Le ratio au niveau du secteur secondaire avec 47% de femmes et 53% d'hommes est plus équilibré que le ratio de l'économie malagasy avec 40% de femmes et 60% d'hommes. Cet équilibre de valeurs se traduit encore davantage au niveau de la masse salariale enregistrée au niveau du secteur secondaire.

Pour les années 2019 et 2020, les deux figures ci-après donnent les tendances de l'évolution du nombre des travailleurs nouvellement affiliés à la CNaPS.<sup>13</sup>

**Figure 4 : Evolution du nombre total de travailleurs nouvellement affiliés à la CNaPS**



**Figure 5 : Evolution du nombre de travailleurs dans l'industrie nouvellement affiliés à la CNaPS**



Source : INSTAT – TBE n° 43 – Avril 2021

<sup>13</sup> INSTAT – TBE n° 43 – Avril 2021

Malgré le faible poids du secteur secondaire, le secteur industriel occupe une place importante dans l'économie de Madagascar de par les emplois formels et les emplois décents qu'il crée. En outre, le secteur industriel est l'élément moteur du développement d'un pays dans le système productif national en tant qu'instrument puissant de structuration de l'économie et en étant un moyen de création et de diffusion de progrès technologique et d'innovation. A noter que suite aux chocs de la demande et de l'offre liés à la pandémie, les entreprises ont licencié un nombre important d'employés, perdant en moyenne un sixième de leurs salariés permanents jusqu'en octobre 2020.<sup>14</sup>

### Innovation et compétitivité du secteur industriel

En 2013, Madagascar a élaboré sa Stratégie Nationale de la Recherche Scientifique pour jeter les bases d'un développement dynamisé par la Science et renforcer les alliances entre savoirs et applications, entre recherche et production. Pour la mise en œuvre effective de cette Stratégie, il est préconisé notamment la promotion de partenariat entre le monde de la recherche et le secteur industriel. En effet, l'innovation est un facteur-clé de compétitivité des entreprises et la recherche scientifique détient un rôle fondamental dans l'émergence et la diffusion de nouvelles technologies. C'est dans ce sens que l'Université de Madagascar a mis en place le Salon de la Recherche au service de l'Economie et de l'Emploi (SREE) qui en est à sa 6<sup>ème</sup> édition cette année et qui a été un Salon virtuel compte tenu du contexte de la pandémie Covid 2019. Les thématiques des communications proposées incluent, Ingénierie et technologie, Informatique et électronique, Environnement, Biodiversité, Aliment et nutrition, Administration et gestion. Ce sont des sujets vitaux pour la compétitivité du secteur industriel.

En termes d'innovation, bien que Madagascar soit classé 115<sup>ème</sup> sur 131 pays en 2020 dans le Global Innovation Index (GII), il a des scores plus élevés que la moyenne en matière de capital humain et recherche (pourcentage élevé de diplômés en sciences et ingénierie).<sup>15</sup>

### Balance commerciale toujours déficitaire

L'évolution des échanges commerciaux de Madagascar est une bonne indication de l'impact de la faible industrialisation du pays. La balance commerciale du pays est déficitaire comme le montre le tableau 2 ci-dessous.

**Tableau 2 : Commerce mondial de Madagascar**

	Valeur en 2011	Valeur en 2012	Valeur en 2013	Valeur en 2014	Valeur en 2015	Valeur en 2016	Valeur en 2017	Valeur en 2018	Valeur en 2019	Valeur en 2020
Exports	1 259 683	1 224 514	1 626 889	2 243 190	1 956 428	2 166 904	2 808 106	3 000 696	2 564 400	1 956 910
Imports	2 730 469	2 658 987	2 699 415	3 354 796	2 734 397	2 867 580	3 657 145	3 929 416	3 896 887	3 227 340
Ratio : import/Export	2,16	2,17	1,66	1,50	1,37	1,32	1,30	1,31	1,51	1,65

Source : trademap

<sup>14</sup> BM/ INSTAT - Impacts Covid 19 sur les activités des Entreprises à Madagascar – 2<sup>ème</sup> vague – Août 2021

<sup>15</sup> Global Innovation Index (GII) 2020 - World Intellectual Property Organization (WIPO)

Les principaux produits d'importation sont le pétrole raffiné, les machines et engins mécaniques, les céréales dont le riz, les voitures automobiles, les médicaments emballés importés principalement de la Chine, l'Inde, la France, les Emirats Arabes Unis et l'Afrique du Sud de l'Allemagne.<sup>16</sup> Si on note une forte contribution des biens intermédiaires, la part des produits alimentaires est aussi importante. D'autre part, les principaux produits d'exportation sont la vanille, les vêtements et accessoires, le nickel, l'or et les pierres précieuses exportés principalement vers la France, des USA, de l'Allemagne, de la Chine et des Pays Bas.<sup>17</sup> L'embellie de 2018 s'explique par la hausse du cours du Nickel cette année.

Madagascar n'est pas mieux loti dans ses échanges régionaux avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) même si la tendance est à l'amélioration, selon les tableaux 3 et 4 ci-après.

**Tableau 3 : Commerce de Madagascar avec la SADC**

	Valeur en 2011	Valeur en 2012	Valeur en 2013	Valeur en 2014	Valeur en 2015	Valeur en 2016	Valeur en 2017	Valeur en 2018	Valeur en 2019	Valeur en 2020
Exports	64 293	98 903	139 527	188 623	183 922	173 958	185 914	186 637	156 930	113 522
Imports	322 251	335 956	325 784	338 450	318 534	330 228	356 623	351 294	337 998	227 283
Ratio : Import/export	5,01	3,40	2,33	1,79	1,73	1,90	1,92	1,88	2,15	2,00

Source : trademap

**Tableau 4 : Commerce de Madagascar avec le COMESA**

	Valeur en 2011	Valeur en 2012	Valeur en 2013	Valeur en 2014	Valeur en 2015	Valeur en 2016	Valeur en 2017	Valeur en 2018	Valeur en 2019	Valeur en 2020
Exports	32 763	37 490	59 495	72 752	85 845	67 850	95 408	76 680	72 034	51 219
Imports	156 304	162 389	158 594	191 422	174 843	176 069	161 787	139 396	158 038	157 052
Ratio : Import/export	4,77	4,33	2,66	2,63	2,03	2,59	1,69	1,82	2,19	3,06

Source : trademap

La balance commerciale de Madagascar s'avère toujours négative, que ce soit avec le marché international que les marchés régionaux. Au niveau mondial, le rapport imports /exports est resté relativement stable en dessous de 2, avec une moyenne de 1,59 sur les dix dernières années. Sur les marchés régionaux avec l'Afrique (SADC et COMESA), le déséquilibre entre les imports et exports est beaucoup plus important. Toutefois, la situation s'est grandement améliorée, notamment avec la SADC où le rapport est passé de 5 à 2 en dix ans, par rapport au COMESA de 4 à 3.

Les principaux produits que Madagascar importe de la SADC et du COMESA comprennent notamment (i) des produits semi-finis tels les Farines de froment, Pâtes alimentaires non-cuites, Sucres de canne, Tissus de coton, Tissus dits 'denim', Fils à coudre, Fils

<sup>16</sup> TRADEMAP

<sup>17</sup> TRADEMAP

de laine cardée, Étoffes de bonneterie, Alcool éthylique, Houille bitumineuse, Huiles légères de pétrole, Polypropylène sous formes primaires, Bonbonnes, bouteilles, flacons pour le transport ou l'emballage, Papiers pour cannelure, Tourteaux et autres résidus solides, Préparations alimentaires, Préparations et conserves de sardines, sardinelles ; (ii) des biens manufacturés tels Véhicules pour le transport de marchandises, Postes téléphoniques d'usagers, Stérilisateurs médico-chirurgicaux ou de laboratoire, Parties de pompes pour liquides, Serviettes et tampons hygiéniques, Peintures et vernis à base de polymères, Huile de soja et ses fractions.

L'importation de ces produits n'apporte aucun avantage à Madagascar. Ils ne paient pas de taxes et ce sont les main-d'œuvre des pays d'importation qui en profitent. Et pourtant, la plupart de ces produits peuvent être produits localement.

Appelée à favoriser les échanges entre les pays membres et stimuler par la même occasion leur industrie respective, l'intégration régionale n'est pour le moment pas bénéfique au tissu industriel malgache. Outre les problèmes structurels qu'on connaît de l'industrie, les acteurs malgaches n'ont pas pris la mesure des marchés africains et tout le potentiel qu'ils pourraient receler. La logistique est également soulevée par les entrepreneurs malgaches comme problématique compte tenu de l'insularité de Madagascar.

#### **La Covid 19 est passée par là!**

Il est à noter que la pandémie de Covid 19 et les mesures de confinement se sont traduites par un ralentissement des échanges. Les exportations totales ont diminué de 24% et les importations totales de 17%.

Le secteur secondaire n'a pas été épargné par la situation. La majorité des branches constitutives de ce secteur ont souffert de difficultés d'approvisionnement en matières premières, d'écoulement de leurs produits, de ralentissement voire de suspension d'activités, de mise en chômage technique ou même de licenciement massif.

Les estimations rendent état d'une contraction des activités de l'ordre de -19.6% au titre de l'année 2020, contre une prévision de 1.3%. En effet, après réestimation des pertes engendrées par l'interruption des activités connexes, telles que le transport et les exportations, et des restrictions techniques liées au retour en confinement, la chute est vertigineuse à l'image de la décroissance de -53.2% dans l'industrie extractive. Toutefois, en 2021, un rebond partiel au niveau des industries est attendu, soit une prévision de croissance de 10.6%. Cette perspective sera tirée par la reprise graduelle dans l'industrie extractive et l'industrie textile, en cohérence avec les perspectives de croissance économique mondiale prévue à 5.2% par le FMI pour l'année 2021.<sup>18</sup>

Bien que la pandémie ait fléchi, les entreprises ont continué d'afficher d'importantes pertes de revenus. En moyenne, les entreprises ont perdu 56 % de leurs chiffres d'affaires mensuels en mai 2020 par rapport au même mois en 2019. Elles ont aussi rencontré des perturbations sur leurs circuits d'approvisionnement et des chocs sur leurs finances. Une entreprise sur dix a dû annuler les commandes de ses clients en raison d'un manque ou d'un retard d'intrants en octobre 2020. Enfin, en termes de trésorerie, plus d'un tiers des entreprises, notamment les PMIs, ayant des prêts en cours ont dû ajuster les termes ou le calendrier de remboursement depuis le début de la pandémie.<sup>19</sup>

<sup>18</sup> LFI 2021

<sup>19</sup> BM/ INSTAT - Impacts Covid 19 sur les activités des Entreprises à Madagascar – 2<sup>ème</sup> vague – Août 2021

# II – DÉFIS DE L'INDUSTRIALISATION

Le secteur industriel malgache est parti en décrépitude au fil des décennies. Les défis auxquels il fait face est à l'image de l'économie du pays en général. Ce sont des défis à chaque fois énumérés dans les différents textes et programmes mais qui attendent toujours à être relevés. Résultat, le secteur industriel accuse une performance qui s'affaiblit au fil des années. Ainsi, il n'arrive pas assumer son rôle de moteur de croissance économique.

## 1 – Infrastructures défailtantes

Les défis de l'industrialisation à Madagascar sont multiples. L'un des principaux concerne les infrastructures. Si la Stratégie et la Feuille de route pour l'industrialisation de la SADC en 2015 indique que les services d'infrastructure efficaces, abordables et de qualité comprenant le transport, les communications, les TIC, l'énergie et l'approvisionnement en eau sont des intrants essentiels pour réduire les coûts de transaction pour l'industrie et le commerce, le Ministère de l'Economie et des Finances dans son rapport économique et financier en 2017 fait toujours état d'infrastructures défailtantes. L'énergie est particulièrement pointée du doigt. Elle est perçue parmi l'une des contraintes majeures au développement du secteur industriel (voir Baromètres de l'industrialisation 1-2-3-4)<sup>20</sup>. Le Programme Pays Appui pour l'émergence industrielle de Madagascar 2019-2023 de l'ONUDI en 2019 est plus explicite en évoquant justement une énergie électrique au « coût exorbitant et de qualité médiocre ».

## 2 – Faiblesse du Capital humain

Madagascar a beau avoir une population jeune mais cette main d'œuvre disponible pêche dans la qualité. Presque tous les documents traitant de l'industrie dans le pays le soulignent. La Stratégie et la Feuille de route pour l'industrialisation de la SADC parle de pénurie de compétences notamment celles qui sont essentielles à la progression sur l'échelle de la technologie. Le faible niveau du capital humain est une entrave majeure à l'industrialisation qui a besoin d'un certain niveau de compétence. Outre l'éducation, la santé est également une composante importante du capital humain.

## 3 – Production agricole non-tournée vers l'industrie

A bien des égards, Madagascar est supposé avoir des avantages comparatifs sur les matières premières locales d'origine végétale et animale entre la disponibilité de terre arable, le climat ou encore une population à majorité rurale. Ce n'est cependant pas le cas. Le maïs est un poignant exemple de cette situation. Le pays en importe 200 000 tonnes par an. Le Document de Politique Industrielle de Madagascar 2014 évoque ainsi une nécessité absolue de sécuriser l'approvisionnement en matières premières locales aussi bien en termes de qualité que de quantité. En somme, l'agro-industrie n'est pas encore très développée et on assiste à une faible intégration des chaînes de valeur dans la mesure

<sup>20</sup> Baromètre de l'industrialisation de Madagascar

où Madagascar importe encore ses principaux biens de consommation et exporte ses matières premières.

## **4 - Une intégration régionale subie**

Madagascar est membre de plusieurs blocs régionaux, à l'instar du COMESA et de la SADC. Force est de constater que l'intégration constitue plus un défi pour l'industrie malgache qu'une opportunité, pour le moment. La balance commerciale du pays dans ces blocs illustre un déséquilibre flagrant. Le Document de Politique Industrielle de Madagascar 2014 indique que malgré les marchés que représentent ces blocs régionaux, le secteur industriel n'est pas assez incisif sur le plan marketing et fait montre d'une faible faculté d'adaptation dans un environnement plus concurrentiel. Les produits importés de ces régions entrent en concurrence directe avec les produits locaux qui peinent à tenir la dragée haute.

## **5 - Faible compétitivité et concurrence déloyale**

L'analyse de la faiblesse de la compétitivité du pays résume les points abordés précédemment. L'Observatoire de la Compétitivité Durable 2018 de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) assigne à Madagascar un score de 23/100 pour l'attractivité nationale. La concurrence déloyale est perçue comme la plus grande menace des industries locales (Baromètres de l'industrialisation).

## **6 - Difficile accès au financement**

L'argent est le nerf de la guerre dit-on. Les industriels se plaignent de la difficulté d'accès au financement, défi de plus soulevé par les différents documents qui traitent de l'industrialisation. Le financement figure d'ailleurs parmi les trois principaux obstacles qui barrent la route à l'industrialisation accélérée des pays de la SADC, confirmé par le Ministère de l'Economie et des Finances dans son rapport économique et financier en 2017 et le Programme de Mise à Niveau Industrielle de Madagascar (PMAN) 2021.

## **7 - Autres défis**

Malgré les déclarations d'intention matérialisées par les différentes stratégies énoncées, la gouvernance industrielle doit être améliorée selon le PMAN 2021. Le gouvernement peine à appliquer les instruments politiques. Le fait que les décrets d'application de la Loi sur le développement de l'industrie de Madagascar tardent toujours à sortir illustre les failles de la gouvernance industrielle du pays, sans compter les autres défis soulevés que sont le faible accès à la technologie, le renouvellement du parc industriel et une faible diversification.

Ainsi, les années passent mais les défis pour l'industrialisation de Madagascar restent les mêmes. Et pourtant, les thèmes de l'industrialisation et du problème de pauvreté sont au centre des négociations internationales et des dialogues nationaux.

# III - POLITIQUES ET STRATEGIES POUR L'INDUSTRIALISATION

Il existe un consensus mondial qui veut que le développement d'un pays passe par une industrialisation durable et inclusive. Ainsi, les Nations Unies et d'autres organisations internationales concentrent leurs efforts pour appuyer les pays en développement dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques, stratégies et actions pour une transformation structurelle réussie de leurs économies. La promotion de l'industrialisation tient une place importante dans les objectifs de développement durable (ODD) inscrits dans le Programme 2030 des Nations unies et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

## 1 - Stratégies, Programmes et Plans d'action régionaux

### Stratégie et Feuille de route pour l'industrialisation de la SADC 2015-2063

La SADC a toujours reconnu l'importance de l'industrialisation dans le processus de développement de la région. La Communauté précise que l'élimination des droits de douane au sein du bloc « doit s'accompagner d'une stratégie d'industrialisation visant à améliorer la compétitivité des Etats-membres ». Dans ce sens, les pays membres, dont Madagascar, ont élaboré la Stratégie et Feuille de route pour l'industrialisation de la SADC en 2015. Le document est fondé sur trois piliers et considère notamment (i) **l'industrialisation comme champion de la transformation économique et technologique** ; (ii) la compétitivité (au sein de l'entreprise/l'industrie, au niveau national et régional) comme un processus actif pour passer de l'avantage comparatif à l'avantage concurrentiel ; et (iii) l'intégration et la géographie régionales comme contexte pour le développement industriel et la prospérité économique. La Stratégie vise à augmenter le taux de croissance régionale à un minimum de 7% par an, et à doubler la Valeur Ajoutée Manufacturière dans le PIB à 30% d'ici 2030 et à 40% d'ici 2050 ainsi qu'à augmenter la part de l'emploi industriel à 40 % de l'emploi total en 2030.

Par ailleurs, **le Programme de Mise à niveau et de Modernisation industriel (IUMP)** de la SADC a été auparavant adopté en 2009 afin d'augmenter la compétitivité et de renforcer la capacité productive et la structure d'appui institutionnelle dans la Région. Madagascar a élaboré son programme national IUMP en 2009 mais ne l'a jamais mis en œuvre. L'Etat a fait procéder à la mise à jour du programme en février 2021. De plus, la SADC a adopté d'autres protocoles et déclarations afin d'accélérer le développement économique, éléments qui sont appelés à avoir des impacts directs ou indirects sur l'accélération de l'industrialisation dans la région.

### Stratégie industrielle du COMESA

Les Ministres de l'Industrie du bloc régional ont adopté la Stratégie industrielle du COMESA 2017-2026 en septembre 2017. Les objectifs spécifiques de cette Stratégie sont les suivants : augmenter les produits et les exportations à valeur ajoutée en pourcentage du PIB par rapport aux estimations actuelles de 9% et les porter à 29% d'ici 2026

; porter la part de l'industrie manufacturière dans le PIB à 20% d'ici 2026 ; et accroître les exportations intra régionales de produits manufacturés par rapport au total des importations de produits manufacturés dans la région de 7% à 20% d'ici 2026.

## 2 - Politique, stratégies, programmes et plans d'action nationaux

Depuis quelques années, pour réaliser sa vision du développement de l'industrie, l'Etat s'est engagé dans un processus d'industrialisation du pays à travers ses politiques et stratégies telles : (i) la Politique Industrielle de Madagascar en 2014, traduite en loi en 2018, la loi n° 2017-047 du 29 janvier 2018 sur le développement de l'industrie à Madagascar (LDIM) ; (ii) l'Initiative pour l'Emergence de Madagascar (IEM) 2019 - 2023 et les Velirano 6-7-8 et 10 en 2018 ainsi que la Politique Générale de l'Etat (PGE) de 2019 ; (iii) la Stratégie d'industrialisation de Madagascar (réalisation du Velirano 7) du MICA en 2020, le Programme Pays « Appui à l'Emergence Industrielle de Madagascar » 2019 – 2023 avec l'ONUDI et le Programme de travail annuel du MICA prévu dans la Loi des Finances Rectificative 2021 (LFR 2021).

### Document de Politique Industrielle de Madagascar 2014

La Politique Industrielle de Madagascar de 2014 vise à « **Doter Madagascar d'un tissu industriel dynamique et compétitif, moteur du développement économique et durable de Madagascar** ». Elle a pour objectifs de (i) transformer la structure de l'économie et augmenter significativement le poids de l'industrie<sup>21</sup> dans le PIB national à plus de 25% et (ii) de rendre compétitif le tissu industriel et réussir le passage d'une industrie à faible valeur ajoutée vers une industrie à haut niveau de technologie. Son but est notamment de mettre en place un environnement global des affaires favorable au développement du secteur privé en général, et du tissu industriel en particulier

### Loi n° 2017-047 du 29 Janvier 2018 sur le Développement de l'Industrie à Madagascar

La LDIM a pour objet de définir un cadre juridique, social, financier et fiscal visant à soutenir le développement du secteur industriel à Madagascar. Son objectif est de transformer la structure de l'économie en augmentant à terme le poids de l'Industrie à plus de 25% du PIB pour créer de la richesse, des emplois et du savoir-faire. Pour cela, l'Etat met en œuvre les mesures nécessaires pour soutenir et faciliter les initiatives des Entreprises Industrielles Agréées dans le cadre de leur développement en général. A ce titre, l'Etat facilite toutes démarches que ces dernières pourraient initier notamment pour commercialiser leurs produits, former leurs ressources humaines, sécuriser leurs sources d'approvisionnement et lutter contre toutes pratiques déloyales et anticoncurrentielles pouvant porter atteinte au bon exercice de leurs activités industrielles.

**Depuis la promulgation de la LDIM en 2018, la confiance des industriels en la volonté politique de l'Etat a augmenté.** En effet, pour appuyer l'industrialisation du pays, il est prévu notamment dans la nouvelle loi :

- (i) la mise en place de l'Agence Nationale pour le Développement Industriel ou ANDI, organe de régulation et de développement du secteur industriel (agrément, recensement, normalisations, divers appuis pour les entreprises industrielles) ;

<sup>21</sup> Le poids significatif de l'industrie dans le PIB national doit impérativement dominer celui de l'agriculture pour matérialiser la transformation de l'économie, d'une économie agricole vers une économie industrielle.

- (ii) la mise en place du Fonds National pour le Développement Industriel ou FNDI, organe de soutien financier aux entreprises industrielles (fonds de garantie, prêts, prime, ...) ;
- (iii) la création de Zone d'Investissement Industriel ou ZII, regroupement industriel, amélioration de l'approvisionnement local ;
- (iv) la mise en place du corps de l'inspection industriel au sein du ministère;
- (v) la poursuite de la promotion de l'industrialisation rurale ; et
- (vi) la finalisation de la révision du décret 2015-015 portant création de la plateforme du DPP.

De plus, des mesures fiscales pour appuyer et promouvoir le secteur industriel sont proposées notamment dans la LDIM et les Lois de finances initiales et rectificatives. Mais force est de constater que les décrets d'application de ladite loi se font toujours attendre, laissant les industriels dans l'expectative.

### Initiative pour l'Emergence de Madagascar (IEM) 2019 - 2023

L'IEM a pour vision de « Faire de Madagascar un pays émergeant en cinq ans ». La réalisation de cette vision est basée sur trois orientations majeures dont l'alignement aux objectifs stratégiques pour une émergence conforme aux principes de l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable (ODD9 pour Industrialisation, Innovation et Infrastructure) et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

En outre, l'IEM vise la **transformation structurelle de l'économie** à travers une diversification plus poussée, une complexité accrue de la production via l'innovation et le transfert de la main d'œuvre des secteurs à faible productivité vers ceux à forte productivité ainsi qu'une économie attractive, ouverte sur le reste du monde et **bien positionnée sur les chaînes de valeur mondiale**. A terme, Madagascar devrait être **un pays exportateur de produits à forte valeur ajoutée**. De ce fait, l'IEM accorde une place importante à l'Industrie. La transformation industrielle et l'Agro-industrie sont parmi les secteurs phares de l'IEM.

Ainsi, l'IEM vise la **transformation radicale du système industriel** à Madagascar par la diversification de son économie suivant cinq axes : (i) l'attraction et transfert de technologie ; (ii) la normalisation des unités industrielles ; (iii) l'absorption des demandes d'emplois et résorption du chômage par la mise en place des formations professionnelles qualifiées et adaptée aux besoins spécifiques des entreprises ; (iv) l'amélioration des standings urbains et ruraux de chaque zone ciblée et (v) l'accroissement des valeurs ajoutées par la transformation de matières premières en produits finis ou semi-finis répondant aux normes et exigences des marchés internationaux. Il est prévu une mutation vers un **Madagascar Industriel** qui vise à faire de Madagascar un pays majeur de la production et de la transformation industrielle, conforme à l'OS 30 de l'IEM.

### Politique Générale de l'Etat (PGE) de 2019

La PGE 2019 a comme vision de « **Bâtir une nation émergente par un élan de solidarité nationale pour la fierté et bien-être du peuple malagasy** ». Pour la PGE, l'émergence industrielle sera impulsée par une « **Industrie, moteur du développement et à forte valeur ajoutée** ». Parmi les orientations stratégiques majeures, elle prévoit notamment d'apporter un développement durable et une prospérité pour tous en une génération. L'industrialisation va contribuer à la réalisation du Velirano 6 (Emploi décent pour tous) et du Velirano 7 (Industrialisation de Madagascar).

La Stratégie d'industrialisation de Madagascar (Velirano n°7) a pour objectifs de (i) produire localement les besoins de consommation courante de la population ; (ii) promouvoir l'industrialisation régionale basée sur les potentialités de transformation de chaque région ; (iii) promouvoir les Zones d'Emergence Industrielles et (iv) stimuler les consommations des produits locaux Cette stratégie est mise en œuvre à travers la mise en place de Zones d'Emergence Industrielles (ZEI) et le Projet One District One Factory (ODOF).

**Projet Mise en place de parcs industriels ou Zones d'Emergence Industrielle** - Les Zones d'Emergence Industrielles (ZEI) vont permettre notamment de promouvoir les investissements, la transformation locale et de créer des opportunités d'emplois au niveau local et régional ; de mettre en place de nouvelles zones de transformation agroindustrielles dans les régions à forte production agricole non transformée ; et d'intégrer les principes de qualité, de compétitivité de la production, de l'efficacité énergétique et de procédés de transformation respectueux de l'environnement.

La Stratégie offre des opportunités régionales pour le développement d'unités de production d'huiles essentielles, des industries sucrières et usines de production d'éthanol, de l'agro-industrie, pour la création d'une technopole agroalimentaire et de minoteries, la construction de cimenteries, la création de 3 unités de productions de médicaments génériques et d'unités de production de produits phytothérapeutiques.

**Projet One District One Factory (ODOF)** - Le projet ODOF<sup>22</sup> est le second volet de la Stratégie du Ministère pour permettre de réaliser le Velirano 7 car il vise à industrialiser les 119 districts de Madagascar par la mise en place d'unités industrielles de transformation dans les régions et la satisfaction des besoins fondamentaux des consommateurs locaux. L'ODOF a comme objectif global de renforcer et redynamiser les chaînes de valeur manufacturières et agroalimentaires régionales. Ses objectifs spécifiques consistent à (i) diminuer les importations ; (ii) augmenter la valeur ajoutée à l'exportation ; (iii) créer des chaînes de valeur durables et rentables ; (iv) augmenter la création d'emplois ; et (v) promouvoir l'accès au marché. Le projet ODOF va développer les filières agro-alimentaires pouvant percer sur le marché régional et international. Les deux volets de la Stratégie précitée se complètent.

### Programme Pays ONUDI « Appui à l'Emergence Industrielle de Madagascar » pour 2019 - 2023

C'est le premier Programme Pays<sup>23</sup> de l'ONUDI pour Madagascar qui est en adéquation avec le concept de Développement Industriel Inclusif et durable (ISID) de l'ONUDI en 2015. Par ce concept, l'ONUDI entend apporter un changement structurel des économies à travers une industrialisation durable et respectueuse de l'environnement, prenant en compte les priorités nationales afin de permettre une amélioration rapide et soutenue du niveau de vie de la population. Ce Programme Pays s'articule autour des quatre composantes suivantes :

- Composante 1 : Développement de l'agro-industrie, des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat dans les filières émergentes,

<sup>22</sup> MICA ODOF 2020

<sup>23</sup> ONUDI – Programme Pays

- Composante 2 : Développement de l'énergie renouvelable à des fins productives, efficacité énergétique et protection de l'environnement pour une industrialisation durable,
- Composante 3 : Développement de Zones d'Émergence Industrielle (ZEI) et appui à l'industrialisation régionale,
- Composante 4 : Développement des capacités institutionnelles, de l'innovation et de la compétitivité.

Ce Programme Pays a été aligné aux principes, politiques et documents cadres de l'ONUDI dont l'ISID, IDDA 3 action plan, l'économie circulaire et l'industrie 4.0. Sa mise en œuvre privilégiera l'approche holistique et inclusive et va chercher à promouvoir le partenariat entre les différents acteurs, notamment le Gouvernement et les institutions de l'État, le secteur privé, la société civile, les autres acteurs non étatiques et les Partenaires Techniques et Financiers clés.

Ce Programme Pays a été aligné aux principes, politiques et documents cadres de l'ONUDI dont l'ISID, IDDA 3 action plan, l'économie circulaire et l'industrie 4.0. Sa mise en œuvre privilégiera l'approche holistique et inclusive et va chercher à promouvoir le partenariat entre les différents acteurs, notamment le Gouvernement et les institutions de l'État, le secteur privé, la société civile, les autres acteurs non étatiques et les Partenaires Techniques et Financiers clés.

#### Programme de Mise à niveau Industrielle (PMAN) de Madagascar 2021 - 2026

En tant que membre de la SADC, Madagascar doit établir et maintenir un environnement macroéconomique stable et propice à la croissance afin d'améliorer et soutenir l'industrialisation, l'intégration régionale et la compétitivité. Ainsi, dans le cadre du Programme Industrial Upgrading and Modernisation Program (IUMP) de la SADC et de la nécessité de compétitivité du secteur industriel Malgache, le pays a mis à jour son Programme national PMAN en 2021.

Le programme a comme vision une « **Industrie densifiée, résiliente et assise de l'émergence de Madagascar** ». Son objectif est de renforcer les entreprises industrielles ayant des potentialités de développement pour qu'elles puissent augmenter leur compétitivité productive et qualitative dans le respect des normes internationales en vue de satisfaire aussi bien le marché national que l'export. Le PMAN est développé en deux phases distinctes (2021-2022 et 2023-2026) et en trois composantes comprenant chacune trois axes.

# IV - ACTIONS REALISEES PAR LE SECTEUR PRIVE POUR LA PROMOTION DE L'INDUSTRIALISATION

## IV 1 - Sensibilisation et vulgarisation de la politique industrielle

Dans le cadre de la mise en œuvre de la PI Madagascar 2014, une campagne de sensibilisation et de vulgarisation de la PI auprès des acteurs concernés a été réalisée à travers une série d'ateliers et de conférences à partir de 2015. En particulier, lors de la conférence du 23 septembre 2016 à Antananarivo, Carlos Lopes, Secrétaire Exécutif de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, explique que l'industrialisation doit véritablement prendre la forme d'un processus de « *transformation* » car l'Afrique regorge de ressources naturelles, de matières premières non transformées, et l'industrialisation fondée sur la transformation de ces mêmes produits doit être un moteur de croissance du continent. Il a ainsi préconisé la **nécessité d'un Etat développementaliste** pour réussir ce processus.

En 2016, dans le cadre d'une mise en œuvre effective de la PI 2014, le Syndicat des industries de Madagascar a élaboré la **Stratégie industrielle de Madagascar avec le SIM** en 70 points qui reprenait les défis de la PI et les avait répertoriés en 70 points avec les propositions de solutions pratiques correspondants et les rôles des acteurs concernés.

La promotion des produits manufacturiers locaux à travers le label « Malagasy ny Antsika ».

## IV 2 - Création de l'Alliance pour l'industrialisation durable de Madagascar

Le 05 décembre 2017, cinq organisations issues du milieu économique et social, le Syndicat des industries de Madagascar (SIM), le Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy (FIVMPAMA), la Confédération des Travailleurs de Madagascar (CTM), la Solidarité syndicale de Madagascar (SSM) et le Cercle de Réflexions des Économistes de Madagascar (CREM) et partageant la même et ferme conviction que le développement économique passe par l'industrialisation, ont décidé de créer l'**Alliance pour l'industrialisation durable de Madagascar** (ALLIANCE). En partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert (FES), il s'agit d'une plateforme de plaidoyer/ lobbying en faveur de la mise en place d'un environnement propice au développement de l'industrie. Son objectif est d'influencer l'Etat et forcer la politique à faire de l'industrialisation une priorité absolue.

Les acteurs privés industriels au sein de l'ALLIANCE ont participé activement au processus d'élaboration (i) de la loi 2017-047 LDIM qui a été finalement promulguée le 29 janvier 2018 ; et (ii) des projets de décrets d'application de la loi, notamment relatifs aux projets de mise en place des deux structures principales pour le développement indus-

triel, à savoir l'Agence Nationale pour le Développement de l'Industrie (ANDI) et le Fonds National pour le Développement Industriel (FNDI).

Baromètre de l'Industrialisation de Madagascar (Baromètre) - Le premier projet prioritaire de l'ALLIANCE a été le Baromètre, outil de lobby pour mesurer le progrès vers l'industrialisation durable, notamment à travers la connaissance périodique de la situation, des emplois créés et des conditions de travail, des tendances... du secteur industriel. En effet, les quatre éditions du Baromètre<sup>24</sup> existantes ont permis de constater l'évolution des perceptions des acteurs du secteur industriel sur l'environnement des affaires à Madagascar et de faciliter l'élaboration de plaidoyers/stratégies à mettre en œuvre lors des suivis et évaluations des impacts de la politique industrielle du pays, objet initial de l'existence de l'ALLIANCE.

Catalogue des Revendications - En janvier 2019, pour appuyer ses actions de lobby auprès des partenaires concernés, notamment lors de la dernière élection présidentielle, l'ALLIANCE a aussi élaboré un **Catalogue des Revendications** qui comprend ses principales revendications pour la mise en œuvre d'une véritable industrialisation :

- **A court terme**, l'ALLIANCE réclame
  - (i) un Ministère de l'Industrialisation Nationale doté des moyens nécessaires et en charge du secteur privé, de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ;
  - (ii) un **consensus national** autour de la nécessité de l'industrialisation et du fait qu'il ne peut y avoir de développement sans industrialisation, à exposer dans la PGE ;
  - (iii) la mise en œuvre urgente de la Loi LDIM à travers la mise en place de l'Agence Nationale pour le Développement Industriel (ANDI) et le Fonds National pour le Développement Industriel (FNDI) ;
  - (iv) le renforcement de l'Autorité Nationale des Mesures Commerciales Correctives (ANMCC) avec un pouvoir de sanction afin de mieux lutter contre les importations sauvages et illégales qui inondent les marchés malgaches ;
  - (v) l'assainissement et le bilan de manière urgente des zones et entreprises franches (ZEF) dans un cadre entièrement transparent, afin de réduire la concurrence déloyale découlant de l'abus du statut de ZEF par certaines entreprises ;
  - (vi) que l'Etat s'engage à conduire une politique d'augmentation du pouvoir d'achat des Malagasy à travers une augmentation du SMIG dépassant le taux d'inflation prenant en compte l'augmentation de la productivité : et
  - (vii) la surtaxation à l'exportation (ou l'interdiction complète) de toute exportation de matières premières malagasy non-travaillées. Afin de créer des emplois et d'accélérer l'industrialisation, une exportation ne doit être permise qu'à partir de 25% de création de valeur ajoutée.
- **A moyen terme**, l'ALLIANCE revendique
  - (i) une renégociation aboutissant à un réajustement des accords commerciaux de Madagascar dont l'APE intérimaire avec l'Union Européenne ;

<sup>24</sup> Baromètre de l'Industrialisation de Madagascar en date respectivement de Juillet 2018, d'Octobre 2018, de Mai 2019 et de Novembre 2019

- (ii) l'inclusion systématique des représentants des organisations industrielles du secteur privé dans les équipes de négociateurs pour la négociation d'accords commerciaux dans le futur ;
- (iii) la mise en place d'une banque nationale de développement pour que Madagascar ait une autonomie financière. Cette banque servira à financer de grands projets d'infrastructure. Elle disposera de programmes spécifiques destinés à soutenir les entreprises industrielles et les PME/PMI ; et
- (iv) que l'Etat prenne au minimum un tiers de capitaux dans les grands projets et investissements financés par des capitaux étrangers.

Promotion de la production et de la consommation locale - Au début de l'année 2021, suite à la pandémie Covid 19, les acteurs de l'industrie (ALLIANCE, Associations des consommateurs, Ministère en charge de l'industrie), se sont engagés dans une campagne de promotion de la production et de la consommation locales. Ainsi, un débat télévisé sur le thème, un spot sur la farine et un autre sur le savon ainsi qu'un publi-reportage sur le savon et la farine qui ont suscité beaucoup de réactions positives dans les réseaux sociaux ont été réalisés, en partenariat avec la FES.

### 3 - Initiatives prises par les entreprises industrielles membres du SIM dans la lutte contre les effets du réchauffement climatique

Pour 2018 et 2019, les entreprises industrielles du SIM ont commencé à être sensibilisées sur l'importance de la lutte contre les effets du réchauffement climatique :<sup>25</sup> des entreprises s'engagent déjà dans l'économie circulaire, elles tendent à concrétiser des solutions écologiques visant d'abord à inciter la clientèle à la consommation responsable, ensuite à s'approvisionner durablement en intrants, et enfin à récupérer et valoriser les déchets ; (ii) certaines ont recours à l'externalisation de leur politique RSE ; (iii) 20% produisent, de manière autonome, de l'énergie électrique à plus de 75% par rapport à sa consommation d'énergie ; et (v) 43% ont affirmé avoir réalisé une campagne de reboisement pour contribuer à la lutte contre le changement climatique (réduire l'émission de CO2).

### 4 - Autres initiatives du SIM

En outre, depuis quelques années, le SIM a créé le label « MALAGASY NY ANTSIKA » qui est une marque collective. Cette marque a été élaborée dans le cadre d'une action collective pour contribuer à la promotion des produits des membres du SIM. **C'est une marque d'excellence qui a pour objectif de fédérer les membres autour de valeurs communes, pour une ou plusieurs gamme(s) de produit(s), et de faire adhérer les consommateurs malagasy aux produits locaux. C'est aussi une invitation adressée aux consommateurs locaux à accorder une préférence aux produits fabriqués localement, signe de soutien aux producteurs nationaux. La chaîne d'approvisionnement implique les producteurs locaux ainsi que les consommateurs. Il y a 27 produits et marques labélisés.**

<sup>25</sup> PricewaterhouseCoopers Tax & Legal - Etude sur le poids du secteur secondaire et des entreprises industrielles membres du SIM dans l'économie et état des lieux post-COVID19 en vue d'une relance et consolidation du secteur industriel et d'une réindustrialisation inclusive et durable - 2020

Par ailleurs, en 2020 et 2021, le SIM, en partenariat avec le Projet Trade Related Facility Madagascar en collaboration avec la SADC, a réalisé des appuis en équipements et matériels ainsi qu'en coaching à cinq jeunes entrepreneurs en phase d'industrialisation issus de trois régions du pays (Itasy, Atsimo Atsinanana et Vakinankaratra.<sup>26</sup> Ces appuis et l'accompagnement donné par le SIM ont permis à ces jeunes de (i) gagner en productivité; (ii) d'obtenir une énergie inépuisable, fiable et une meilleure rentabilité et l'accès au marché international; (iii) diversifier leurs produits, accroître les débouchés. Les filières concernées comprennent les produits laitiers, les fruits et légumes, les produits locaux, les huiles essentielles.

## 5 - Dialogue public privé

Convaincu que le secteur public et le secteur privé doivent aligner leur vision du développement économique, l'Exécutif a institutionnalisé le Dialogue public privé (DPP) dans le décret présidentiel n° 2015-915 du 03 juin 2015. L'idée était de maximiser l'efficacité des politiques publiques dans un processus de collaboration inclusif visant à réformer la gouvernance et le climat des affaires. Le DPP a pour objectifs : (i) la promotion du développement du secteur privé à travers la prise en compte des préoccupations des opérateurs économiques dans les décisions et politiques économiques du Gouvernement ; (ii) la création d'un climat de confiance entre les pouvoirs publics et le secteur privé ; (iii) la définition des réformes prioritaires ; (iv) la facilitation du processus des réformes du secteur privé ; et (v) l'amélioration de l'environnement des affaires.

Ainsi, dans le cadre du dialogue public privé, le Ministère en charge de l'Industrie et le SIM ont signé une convention de partenariat dans le but de soutenir davantage l'industrialisation de Madagascar ; de renforcer la compétitivité des industries existantes à travers des programmes de mise à niveau ; de soutenir la mise en place d'unités de transformation des ressources locales dans les régions ; et de promouvoir le label « Malagasy ny Antsika ».

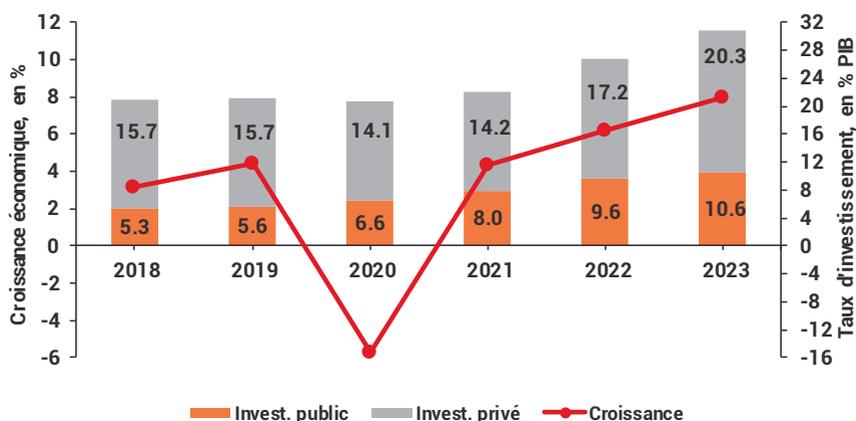
<sup>26</sup> SIM – Magazine EXPANSION 26 du 04/03/2021

# V- PERSPECTIVES

## Prévision de croissance après Covid 19

Malgré la récession en 2020 avec un taux de croissance de moins 5,71% et une lente reprise au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, une accélération de la reprise est attendue au 2<sup>nd</sup> trimestre, notamment avec les industries extractives (augmentation de la demande mondiale en graphite), la dynamique de la reprise économique mondiale, la vaccination contre la COVID 19 qui a créé un enthousiasme certain...<sup>27</sup> Les perspectives pour 2021 donnent de l'espoir. Si la situation sanitaire ne se détériore pas trop jusqu'en 2023, il est prévu une augmentation de l'inflation, une meilleure perspective pour le taux de change et une **accélération de la croissance pour atteindre 8% en 2023 suivant la Figure 3 ci-après.**

Figure 6 : Croissance économique et Investissement



Source : DGEP/ MEF de Juillet 2021

Au niveau de l'Etat, les perspectives d'augmentation de la croissance du secteur secondaire, à partir de 8,5% en 2022, reposent sur la fin de l'état d'urgence sanitaire, le niveau élevé de la demande mondiale, la normalisation de la situation des chaînes d'approvisionnement mondial et les investissements attendus (mines et textiles, énergie).<sup>28</sup>

Pour la réalisation de cette croissance, l'Etat, à travers le Ministère en charge de l'industrialisation, projette, à partir de 2022, de (i) bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation ; (ii) promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous, à travers notamment le renforcement et la dynamisation du tissu industriel Malagasy et l'industrialisation agroalimentaire ; et (iii) établir des modes

<sup>27</sup> Source DGEP – MEF Juillet 2021

<sup>28</sup> Projet de Loi n°018/2021 portant Loi de Finances pour 2022

de consommation et de production durables notamment pour la réduction des déchets et de la pollution industriels.<sup>29</sup>

« Ensemble pour un développement industriel durable », dit le Président du SIM, représentant du secteur privé industriel, qui privilégie le dialogue et le partenariat. Les activités du SIM pour les prochaines années visent en particulier l'industrialisation dans les régions et l'accompagnement de la nouvelle génération d'industriels Malagasy. L'effort sera focalisé sur la protection de l'environnement à travers l'efficacité énergétique des entreprises, la réduction des déchets industriels et le reboisement.<sup>30</sup>

Ainsi, pour accélérer la transformation économique tant espérée, il faudra notamment réformer l'environnement économique pour renforcer le tissu industriel, améliorer l'accessibilité des marchés, accélérer la dématérialisation de l'économie, améliorer la sélectivité et l'efficacité des investissements publics, stimuler la productivité agricole, et renforcer la sécurité alimentaire.

Si la situation sanitaire ne se détériore pas, quelles sont les autres conditions pour atteindre les objectifs de croissance prévus pour 2023?

La relance effective du secteur manufacturier local, qui va permettre notamment de garder et créer des emplois, ne pourra se réaliser qu'avec **la mise en œuvre effective des mesures incitatives proposées** pour appuyer et promouvoir le secteur industriel, notamment dans la LDIM et les Lois de finances initiales et rectificatives. C'est dans ce sens qu'il est impératif :

- (i) d'instaurer une bonne gouvernance industrielle à travers la mise en place d'un Etat développementaliste ;
- (ii) pour l'ALLIANCE de continuer ses actions de plaidoyer pour réclamer la mise en œuvre urgente de la LDIM à travers la promulgation des décrets d'application de ladite loi, notamment la mise en place de l'Agence Nationale pour le Développement Industriel (ANDI) et le Fonds National pour le Développement Industriel (FNDI).
- (iii) d'améliorer le dialogue avec le secteur privé, en particulier le secteur industriel et l'ALLIANCE, qui doit participer au processus de l'élaboration des Lois de finances précédées depuis le cadrage budgétaire.

<sup>29</sup> Projet de Loi n°018/2021 portant Loi de Finances pour 2022

<sup>30</sup> Source: SIM

# CONCLUSION

## AU NIVEAU DU SECTEUR PRIVÉ

**Adaptation au changement et Adoption du numérique** - La pandémie a montré la nécessité pour le secteur privé industriel de renforcer ses capacités d'adaptation dans un environnement changeant et de prendre les mesures du numérique. L'ONU DI, en tant qu'Agence des Nations-Unies en charge de l'industrialisation, préconise l'adoption de l'Industrie 4.0 (automatisation intelligente, machine learning...). En effet, l'Industrie 4.0 favorise la mise à niveau des entreprises industrielles, accélère le déploiement des énergies renouvelables dans la fabrication, réduit les coûts et améliore la productivité.

**Participation aux chaînes de valeurs régionales** - Il est également nécessaire pour le secteur privé de se tourner vers les marchés régionaux dans lesquels le pays fait partie. Cela constitue un défi mais surtout une opportunité pour l'industrie malgache. Une fois de plus, la Covid19 a montré l'importance et la nécessité de s'inscrire dans des chaînes de valeurs régionales. Faut-il le rappeler que l'intégration régionale représente un vivier de consommateurs considérable ? Pour l'heure, Madagascar a subi son entrée dans les différents marchés régionaux. Et pourtant le pays fait partie des signataires de la Zone de libre-échange continentale. Un marché encore plus grand. Le pays n'a pas encore ratifié son adhésion. Le secteur privé doit se donner les moyens de prospérer dans cet environnement qui devrait être le sien dans les prochaines années. L'intégration régionale peut stimuler l'industrialisation mais cela ne pourra se faire sans le soutien effectif de l'Etat.

## AU NIVEAU DE L'ETAT

**Volonté politique de construire un Etat développementiste** - Si Madagascar veut rattraper son retard en matière d'industrialisation et réaliser ses objectifs de développement, il lui faut un Etat développementiste, apte à élaborer et obtenir un consensus sur une vision claire du développement, à mettre en place un partenariat solide avec le secteur privé (entrepreneurs locaux) et autres acteurs ayant des intérêts pour soutenir l'industrialisation. Un Etat développementiste pourra stimuler la croissance économique, assurer la diversification, promouvoir la recherche et l'innovation technologique, développer les industries et enfin améliorer le bien-être social de sa population.

**Volonté politique pour une bonne gouvernance économique et industrielle** - Pour une mise en œuvre réussie de la Politique industrielle, une bonne gouvernance économique et industrielle s'impose. Cela passe par la volonté politique de mettre en œuvre la LDIM à travers, entre autres, la mise en place effective de l'ANDI et du FNDI et le raffermissement du dialogue public privé afin de lever les principales contraintes de l'infrastructure, du développement des compétences et du financement (mise en place d'une banque de développement).

**Volonté politique de renforcer la structure institutionnelle** - Le renforcement des structures institutionnelles déjà en place impliquées dans le processus d'industrialisation pour devenir des institutions fortes et incorruptibles pour les réformes ainsi que la mobilisation et l'utilisation efficaces des ressources internes sont impératifs. Ceci concerne

principalement le Ministère en charge de l'industrie et les autres départements techniques, l'EDBM, le Bureau des Normes de Madagascar et les Centres de recherche et d'innovation. C'est aussi le cas de l'ANMCC dont le rôle est de protéger le tissu industriel malgache dans le contexte du commerce international.

